

BURKINA FASO
Unité Progrès Justice

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Secrétariat Général

Institut National de la Statistique et de la Démographie



Répertoire Statistique des Entreprises (RSE) 2009



**Direction des Statistiques et des Synthèses Économiques
Service des Statistiques de Production**

Septembre 2012

Sommaire

Sommaire	1
Liste des tableaux.....	2
Liste des graphiques	2
Liste des sigles et abréviations	3
Avant propos.....	4
Aperçu du répertoire statistique des entreprises	5
Introduction.....	8
1. Entreprises actives	9
2. Répartition géographique	9
3. Statut juridique	10
4. Emplois	12
5. Activités économiques	13
6. Poids des entreprises et secteurs d'activités	13
7. Top 20 des entreprises en termes de chiffre d'affaires.....	15
8. Top 20 des entreprises en termes d'employés engagés	16
9. Dynamique de création d'entreprises	17
Conclusion.....	19
Annexe 1 : Concepts et définitions.....	20
Annexe 2 : Branches d'activités de la NAEMA	22

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des entreprises par statut juridique.....	11
Tableau 2 : Répartition des entreprises par branches d'activités.....	13
Tableau 3 : Chiffre d'affaires moyen par branche d'activités (en millions).....	14
Tableau 4 : Top 20 des entreprises en termes de chiffre d'affaires.....	15
Tableau 5 : Top 20 des entreprises en termes d'employés.....	16
Tableau 6: Branches d'activités de la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA).....	22

Liste des graphiques

Graphique 1 : Répartition spatiale des entreprises formelles.....	9
Graphique 2 : Répartition des entreprises par statut juridique par année.....	11
Graphique 3 : Répartition des entreprises selon le nombre d'employés.....	12
Graphique 4 : Répartition des entreprises par chiffre d'affaires (%).....	14
Graphique 5 : Evolution du Nombre d'entreprises créées et des déclarations d'activité en 2009.....	17

Liste des sigles et abréviations

AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
CCI-BF	Chambre de commerce de l'industrie du Burkina Faso
CEFORE	Centre de formalités des entreprises
CNSS	Caisse nationale de sécurité sociale
DGI	Direction générale des impôts
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
NAEMA	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
PP	Personne physique
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
RSE	Répertoire statistique des entreprises
SA	Société anonyme
SARL	Société anonyme à responsabilité limitée
SC	Société commerciale
SCA	Société en commandite par Actions
SCADD	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SCS	Société en commandite simple
SEM	Société d'économie mixte
SP	Société privée
TCO	Tribunal du commerce de Ouagadougou

Avant propos

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a le plaisir de mettre à la disposition des utilisateurs la deuxième édition du rapport d'analyse sur les entreprises formelles exerçant une activité économique sur le territoire burkinabè. L'analyse est faite sur les données des entreprises pour l'année 2009 mises à jour dans le répertoire statistique des entreprises.

Ce second document vient à la suite de celui de 2008 et présente les informations sur la structure et la démographie du monde de l'entreprise au Burkina Faso. Les unités concernées sont les entreprises actives officiellement enregistrées auprès des services administratifs compétents.

Il présente ainsi de façon succincte la répartition des entreprises selon la branche d'activité, la forme juridique, etc. Il fait également un aperçu des emplois dans les entreprises avant de proposer un classement des unités économiques formelles selon des critères bien définis.

Nous espérons que la présente publication, riche en informations économiques, constituera un précieux document de travail pour les utilisateurs (décideurs politiques, responsables d'entreprises, investisseurs, chercheurs, étudiants, etc.).

L'Institut profite de l'occasion pour témoigner sa gratitude aux structures partenaires pour leur franche collaboration qui a permis la mise sur pied du Répertoire statistique des entreprises (RSE). Nous souhaiterions voir cette coopération se renforcer afin d'assurer la pérennisation de cet important outil d'aide à la décision. Notre reconnaissance va également à l'endroit de la Coopération suédoise à travers le projet de coopération INSD/SCB et les autres partenaires sectoriels pour leurs appuis multiformes.

L'INSD sait pouvoir compter par ailleurs sur la collaboration des chefs d'entreprises et des structures en charge des formalités des entreprises pour la fourniture des informations utiles à la mise à jour régulière de cet instrument qui permet de disposer de bases de sondage fiables sur les entreprises et d'informations économiques actualisées sur le monde des affaires.

L'Institut reste à votre entière disposition pour toutes critiques et suggestions pouvant l'aider à améliorer les éditions futures.

Le Directeur Général

Pr. Banza BAYA

Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques

Aperçu du répertoire statistique des entreprises

Le Répertoire Statistique des Entreprises (RSE) est une base de données dynamique qui enregistre toutes les entreprises formelles (unités légales) ainsi que leurs établissements (unités locales) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. Pour chaque unité économique, le répertoire enregistre des informations permettant de l'identifier administrativement, de la localiser géographiquement, de la contacter pour d'éventuelles sollicitations statistiques et de la classer suivant un critère bien défini.

L'objectif principal du RSE est de fournir des informations fiables et à jour sur la structure et la démographie de toutes les entreprises formelles (et leurs établissements) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. De manière spécifique, le répertoire vise à :

- ✓ répertorier les entreprises formelles (et leurs établissements) dans leur exhaustivité;
- ✓ renseigner pour chaque entreprise/établissement son poids économique, ses activités, sa localisation, etc.
- ✓ assurer la mise à jour des informations pour suivre la démographie des entreprises.

Le RSE est utile pour :

- ✓ la conduite d'enquêtes statistiques par sondage auprès des entreprises ;
- ✓ l'analyse statistique de la population des entreprises et de sa démographie ;
- ✓ le suivi des performances du secteur privé ;
- ✓ la diffusion d'informations fiables sur les entreprises pour les besoins des utilisateurs ;
- ✓ les études de marché (recherche de partenaires exerçant dans une branche donnée, connaissance de la structure de l'économie nationale, mesure de la contribution des entreprises à l'emploi, etc.).

Champ de couverture

Le RSE enregistre toutes les unités légales (ou formelles) du Burkina Faso exerçant une activité économique sur le territoire national.

Sont enregistrées dans le RSE, toutes les entreprises formelles ainsi que leurs établissements. On entend par « entreprise formelle » toute entreprise déclarée à la direction générale des impôts (DGI) et disposant donc d'un numéro d'Identifiant Fiscal Unique (IFU). Ainsi, la variable d'identification de l'entreprise dans le RSE est le numéro IFU

Sources

Plusieurs sources administratives ont été consultées pour la mise en place du RSE. Pour l'heure, les données proviennent principalement des déclarations statistiques et fiscales (DSF) obtenues auprès de la DGI. Cependant, un projet de protocole d'échanges de données avec certaines structures administratives est en cours d'élaboration pour obtenir le maximum d'informations pour la mise à jour du RSE. Les structures concernées par ledit protocole sont la CCI-BF, la DGI, la CNSS, le CEFORE, le TCO.

Les principales variables du RSE

Au niveau de l'unité légale :

- ✓ Le numéro d'identification de l'entreprise à la DGI ;
- ✓ Le numéro d'identification à la sécurité sociale ;
- ✓ Le numéro d'identification au RCCM ;
- ✓ Le capital social ;
- ✓ Le statut juridique ;
- ✓ La raison sociale ;
- ✓ Le sigle ;
- ✓ Le site web ;

Au niveau de l'entreprise active :

- ✓ Le numéro d'identification attribué par l'INSD à l'entreprise ;
- ✓ Le nombre d'employés ;
- ✓ L'activité de l'entreprise ;
- ✓ Le nombre d'établissements ;
- ✓ Le chiffre d'affaires ;
- ✓ L'année du chiffre d'affaires.

Au niveau de l'unité locale :

- ✓ Le numéro d'identification attribué par l'INSD à l'établissement ;
- ✓ L'adresse mail ;
- ✓ Le nombre d'employés dans l'établissement ;
- ✓ Le fax ;
- ✓ L'adressage ;
- ✓ Le nom de l'établissement ;
- ✓ Le téléphone ;
- ✓ La localité.

Introduction

Le Burkina Faso a adopté à travers la SCADD un nouveau référentiel de la politique de développement économique et social du gouvernement pour la période 2011-2015. Dans ce nouveau cadre, le secteur privé est considéré comme un secteur prioritaire à soutenir à travers le développement des petites et moyennes entreprises notamment. La réalisation d'un état de lieu du tissu entrepreneurial du Burkina Faso afin d'accompagner la mise en œuvre de la SCADD s'avère ainsi importante pour assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie.

L'analyse faite ici concerne les entreprises formelles enregistrées dans le répertoire statistique des entreprises (RSE). Ces unités économiques sont des entreprises de droit privé auxquelles s'ajoutent des entreprises publiques. L'analyse porte aussi bien sur les caractéristiques géographiques et la forme juridique des entreprises que sur leurs caractéristiques économiques. La période de référence est l'année 2009.

Cette année de référence est marquée par l'avènement des activités extractives qui se positionnent au 3^e rang des activités ayant les plus importants chiffres d'affaires moyens. Mais, force est de reconnaître que le tissu entrepreneurial du Burkina Faso est encore faible et peu diversifié avec une prédominance des commerciales et immobilières, et celles relatives à la location et aux services aux entreprises. La répartition spatiale laisse entrevoir une très forte concentration des entreprises dans la région du Centre et dans une moindre mesure dans la région des Hauts bassins.

1. Entreprises actives

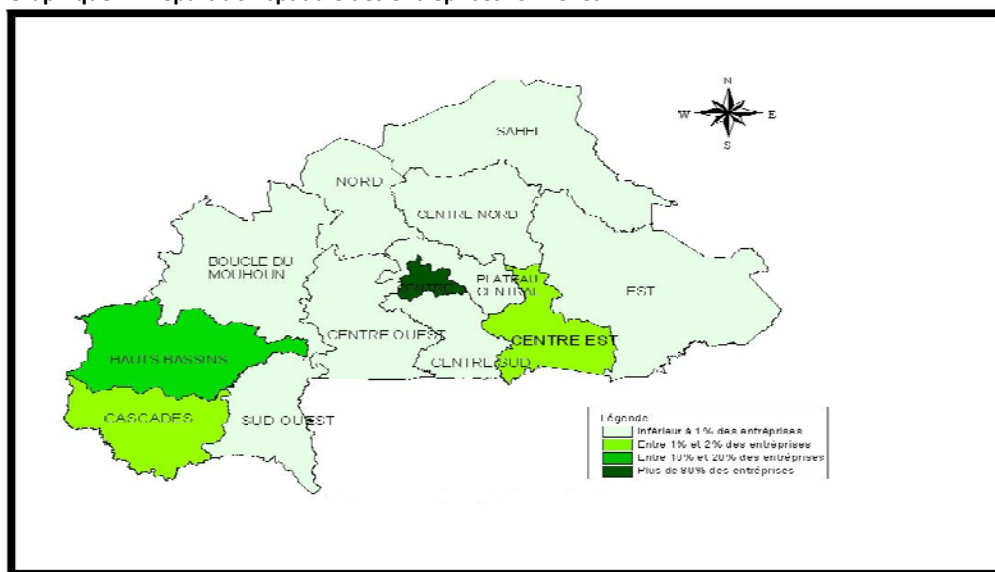
Le répertoire statistique des entreprises contient 4221 entités légales actives en 2009. Ces entreprises sont principalement celles qui exercent légalement leurs activités et qui ont élaboré et déposé leurs déclarations statistiques et fiscales à la Direction générale des impôts (DGI). En 2008, elles étaient au nombre de 3141, soit un taux de progression de 34%. Cette forte progression s'explique non seulement par la création des nouvelles entreprises formelles mais aussi par la formalisation d'entreprises existantes et la mise à jour des numéros IFU des entreprises pour l'année 2008.

Le RSE étant à un stade de répertoire minimal, les établissements ou unités économiques locales ne sont pas encore totalement mis en relation avec les unités entreprises qui les sous tendent.

2. Répartition géographique

La répartition spatiale des entreprises formelles est très inégale. En effet, en 2009, la région du Centre et celle des hauts bassins regroupent à elles seules 95% des entreprises formelles actives du Burkina Faso. Cela traduit un niveau de déconcentration des activités économiques encore faible dans le pays.

Graphique 1 : Répartition spatiale des entreprises formelles



Source : RSE 2009

Les activités des entreprises formelles s'exercent principalement à Ouagadougou, la capitale politique et à Bobo Dioulasso, la capitale économique.

Cependant le statut de capitale économique pour Bobo Dioulasso pourrait être remis en cause dans la mesure où la région d'appartenance de Ouagadougou (Centre) renferme à elle seule 80,2% de l'ensemble des unités économiques formelles du pays.

Hors mis les activités d'extraction qui sont en plein essor ces dernières années et dont les établissements se situent en dehors de ces 2 villes, le même constat est fait dans toutes les autres branches d'activités économiques.

L'Etat burkinabè devrait donc œuvrer à développer les potentialités des différentes régions afin que diverses activités économiques puissent s'y développer pour accompagner la mise en œuvre de la politique de développement du secteur privé au niveau décentralisé.

3. Statut juridique

La personnalité juridique de l'entreprise permet de définir le pouvoir que détiennent les personnes privées ayant apporté leurs capitaux à l'entreprise et le niveau de risque qu'elles encourent.

La moitié des entreprises formelles burkinabè en 2009 sont des entreprises individuelles (ou personnes physiques). Ces dernières sont généralement des entreprises qui ne font pas de différence entre leur patrimoine et le propriétaire. Ce statut accroît donc la vulnérabilité de l'entrepreneur en cas de faillite de l'entreprise.

A côté des entreprises individuelles on note les sociétés anonymes à responsabilité limitée (SARL) qui représentent 35% des entreprises formelles actives. Il s'agit de la forme juridique adaptée aux petites et moyennes entreprises (PME) car elle offre des coûts de fonctionnement réduits et présente l'avantage de limiter la responsabilité des associés à leurs apports respectifs.

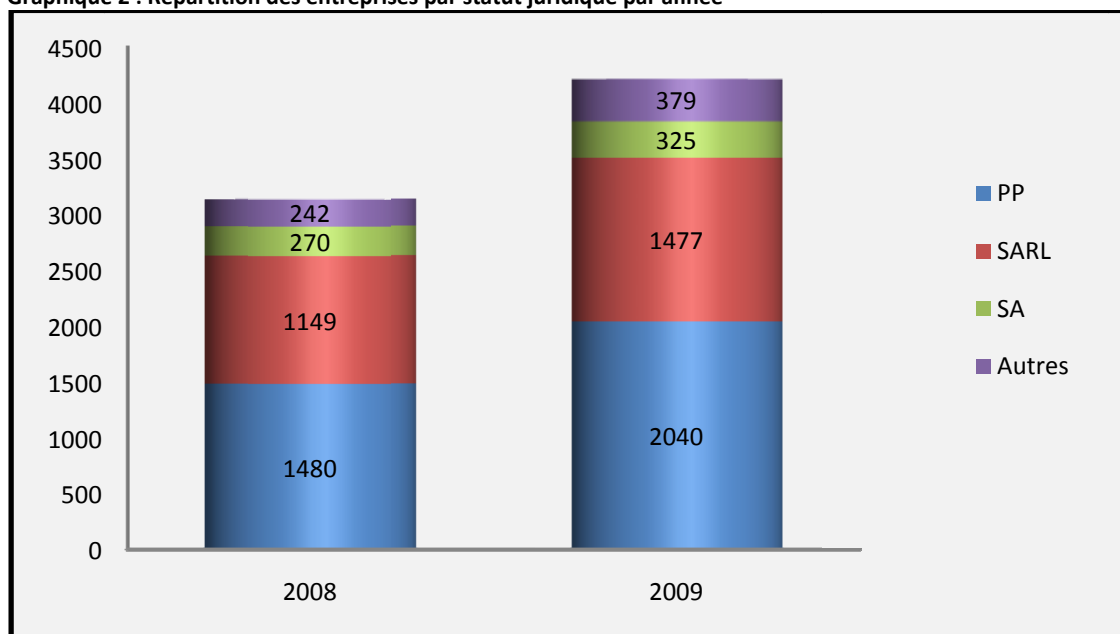
Tableau 1 : Répartition des entreprises par statut juridique

Statut juridique	Nombre	Pourcentage
PERSONNE PHYSIQUE	2 040	48,3
SARL	1 477	35,0
SA	325	7,7
SOCIETES D'ETAT	13	0,3
SUCCURSALE	10	0,2
SCP	6	0,1
SP	3	0,1
SEM	3	0,1
AUTRES	344	8,1
Total	4 221	100,0

Source : RSE 2009

La comparaison de la structure des entreprises suivant le statut juridique au fil des 2 années montre qu'elle est restée stable de 2008 en 2009. Le poids numérique des entreprises individuelles reste le plus important. Ainsi, en termes de proportion, la part de ces entreprises dans l'ensemble est respectivement 47% et 48% en 2008 et en 2009.

Graphique 2 : Répartition des entreprises par statut juridique par année



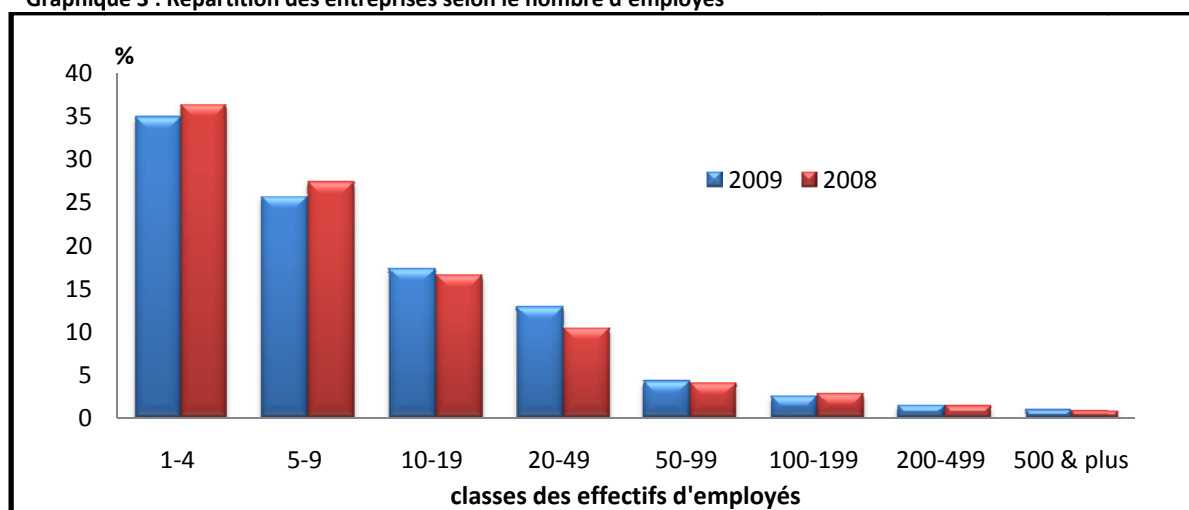
Source : RSE 2008, 2009

4. Emplois

L'action publique en matière de création d'emplois se trouve limitée par les contraintes budgétaires de l'Etat. Elle se réfère donc au dynamisme du secteur privé, source de création d'emplois pour la population active. Aussi, pour accéder à des emplois décents, le secteur privé formel sera de plus en plus visé par les nouveaux diplômés. En 2009, 60% des entreprises ont employé chacune moins de 10 personnes. Cette proportion est en légère baisse par rapport à celle de 2008 (64%), mais reste relativement élevée. Cette forte proportion pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des entreprises formelles sont des entreprises familiales, de statut juridique personne physique (PP) pour lequel la déclaration de l'emploi n'est pas toujours systématique.

Les « grandes » entreprises, qui ont plus de 500 employés, ne représentent que 1% de l'ensemble. Cependant, la part des entreprises ayant employé entre 10 et 50 personnes a légèrement augmenté passant de 27% en 2008 à 30% en 2009.

Graphique 3 : Répartition des entreprises selon le nombre d'employés



Source : RSE 2008, 2009

5. Activités économiques

Les activités économiques au Burkina Faso se concentrent autour de cinq principales branches d'activités qui regroupent 85% des entreprises actives. Les activités « Commerce; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » sont les plus répandues et concernent plus de 38% des entreprises formelles. Le fait que l'activité de commerce ne nécessite pas forcément de capitaux énormes au démarrage et la faiblesse relative des coûts de fonctionnement pourraient expliquer cette situation. Après le commerce, viennent les activités d'« Immobilier, locations et services aux entreprises » et celles de « construction » avec des proportions respectives de 16% et 14%. Le nombre important d'entreprises dans ces domaines est dû à l'urbanisation croissante des 2 plus grandes villes qui accueillent la grande majorité des entreprises formelles. Cette urbanisation entraîne en effet un accroissement de la demande en services de bâtiments et travaux publics ainsi qu'en services de logement.

Tableau 2 : Répartition des entreprises par branches d'activités

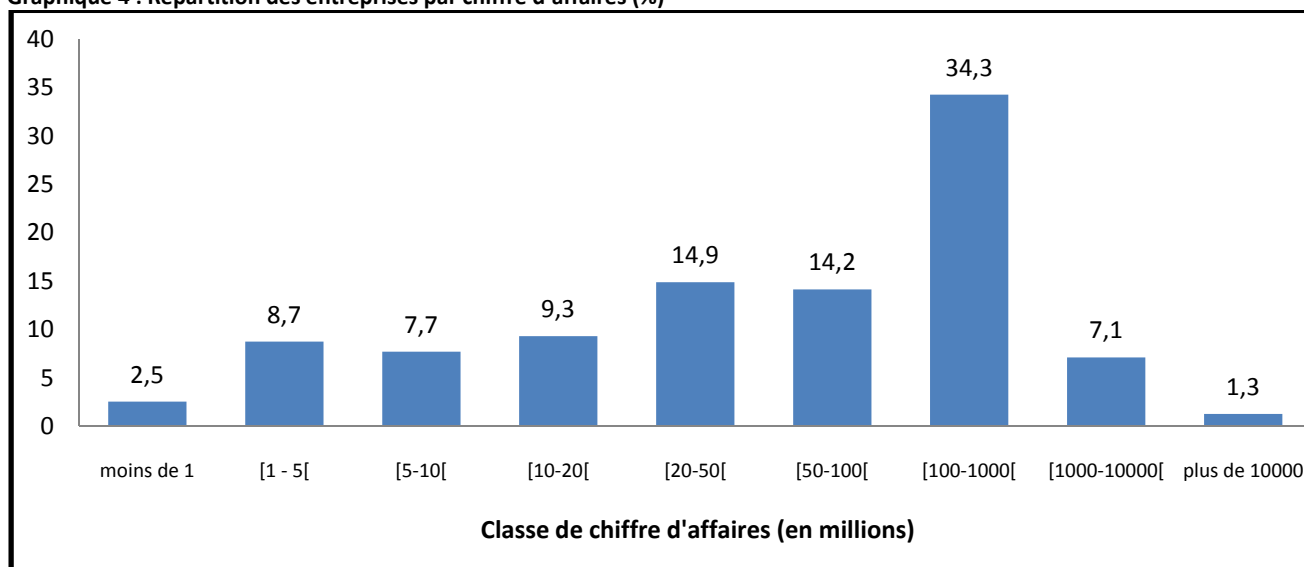
Branche	Nombre	pourcentage
Commerce ; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	1 639	38,8
Immobilier, locations et services aux entreprises	692	16,4
Construction	600	14,2
Activités de fabrication	396	9,4
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	271	6,4
Autres branches	623	14,8
Total	4 221	100,0

Source : RSE 2009

6. Poids des entreprises et secteurs d'activités

Le chiffre d'affaires est l'un des indicateurs utilisés pour apprécier la dimension d'une entreprise. L'analyse de cet indicateur montre que seulement 8% des entreprises formelles ont un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de FCFA. Cependant, celles dont le volume d'affaires se chiffre en 100 millions et 1 milliards sont les plus nombreuses et représentent une proportion de 34% de l'ensemble des entreprises répertoriées.

Graphique 4 : Répartition des entreprises par chiffre d'affaires (%)



Source : RSE 2009

Par ailleurs, la ventilation du chiffre d'affaires par branche d'activités indique qu'en moyenne c'est l'activité d' « Egrenage du coton » qui génère le plus important chiffre d'affaires moyen avec un montant de 77 milliards de FCFA. Cette branche regroupe les trois grandes sociétés cotonnières du pays.

Tableau 3 : Chiffre d'affaires moyen par branche d'activités (en millions)

Branche d'activités	Moyenne
Egrenage du coton	77 385,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	14 063,6
Activités extractives	3 039,7
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	1 233,3
Activités de fabrication	999,6
Commerce ; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	879,2
Activités à caractère collectif ou personnel	749,9
Construction	523,8
Activités d'administration publique	429,0
Activités financières	367,4
Hôtels et restaurants	318,2
Immobilier, locations et services aux entreprises	234,0
Activités de santé et d'action sociale	124,6
Éducation	120,4
Agriculture, chasse et sylviculture	107,3

Source : RSE 2009

Ensuite, les activités extractives ont connu un boom comparé à 2008. En effet, leur chiffre d'affaires moyen est passé de 965 millions en 2008 à 3 milliards de FCFA en 2009. Cette seconde place s'explique par la présence dans cette branche de nombreuses entreprises toujours en phase d'exploration en 2009. En effet, certaines entreprises ont déjà réalisé d'importants investissements mais ont prévu de couler leur premier lingot d'or les années à suivre.

7. Top 20 des entreprises en termes de chiffre d'affaires

En 2009, les 20 entreprises modernes les plus importantes en termes de chiffre d'affaires exercent principalement dans le domaine des hydrocarbures, de la communication et de la brasserie. Tout comme en 2008, la plus importante reste SONABHY et la présence dans ce top 20 de 4 compagnies exerçant dans le commerce des hydrocarbures témoigne de l'importance de demande intérieure en produits pétroliers.

Tableau 4 : Top 20 des entreprises en termes de chiffre d'affaires

N° ordre	Entreprises
1	SOCIETE NATIONALE BURKINABE D'HYDROCARBURES
2	SOCIETE BURKINABE DES FIBRES TEXTILES
3	TOTAL BURKINA SA
4	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DU BURKINA
5	SOCIETE DISTRIBUTION DE BOISSONS
6	BURKINA & SHELL
7	CELTEL BURKINA (AIRTEL)
8	DIAMOND CEMENT BURKINA SA
9	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO
10	BRASSERIES DU BURKINA FASO
11	OFFICE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
12	COMPAGNIE SAHELIEENNE D'ENTREPRISES (CSE) BURKINA
13	TELECOMMUNICATIONS MOBILES DU BURKINA
14	LOTERIE NATIONALE DU BURKINA
15	LA PETROLIERE DU FASO
16	MANUFACTURE BURKINABE DE CIGARETTES
17	SITARAIL
18	KANIS INTERNATIONAL
19	KALSAKA MINING
20	TELECEL FASO

Source : RSE 2009

Aussi, la demande en électricité et en eau est également forte et justifie amplement la présence de la nationale d'électricité et celle de l'eau dans ce top 20. Enfin, avec le boom minier, les sociétés d'extraction s'invitent également dans le top 20.

8. Top 20 des entreprises en termes d'employés engagés

En 2009, les entreprises ayant employé le plus de personnes exercent principalement dans le domaine des activités industrielles avec la SOFITEX qui vient en tête de liste, suivi de 2 entreprises extractives. Aussi, en plus des sociétés cotonnières et minières, les entreprises de gardiennage, de poste et télécommunication emploient un nombre important de travailleurs. Cependant, une analyse plus approfondie de ces emplois montre que ces entreprises, vue la spécificité de leur activité emploient beaucoup de travailleurs temporaires ou saisonniers.

Tableau 5 : Top 20 des entreprises en termes d'employés

N° ordre	Entreprises
1	SOCIETE BURKINABE DES FIBRES TEXTILES
2	ESSAKANE-SA
3	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DU BURKINA
4	SITARAIL
5	LUDIC LYDIA BURKINA SA
6	NOUVELLE SOCIETE SUCRIERE DE LA COMOIE
7	OFFICE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
8	SOCIETE FADOUL TECHNIBOIS
9	DE SARTO PROTECTION
10	SOCIETE NATIONALE DES POSTES
11	OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
12	SERVICES UNIVERSELS
13	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO
14	SOCIETE GENERALE DE SECURITE
15	SOCIETE COTONNIERE DU GOURMA
16	DIFFUSION IND. AUTOMOBILE ET COMMERCIALE DU FASO
17	DE SIMONE BURKINA FASO
18	BANLAW AFRIQUE SARL
19	FASO COTON
20	HAGE INDUSTRIES

Source : RSE 2009

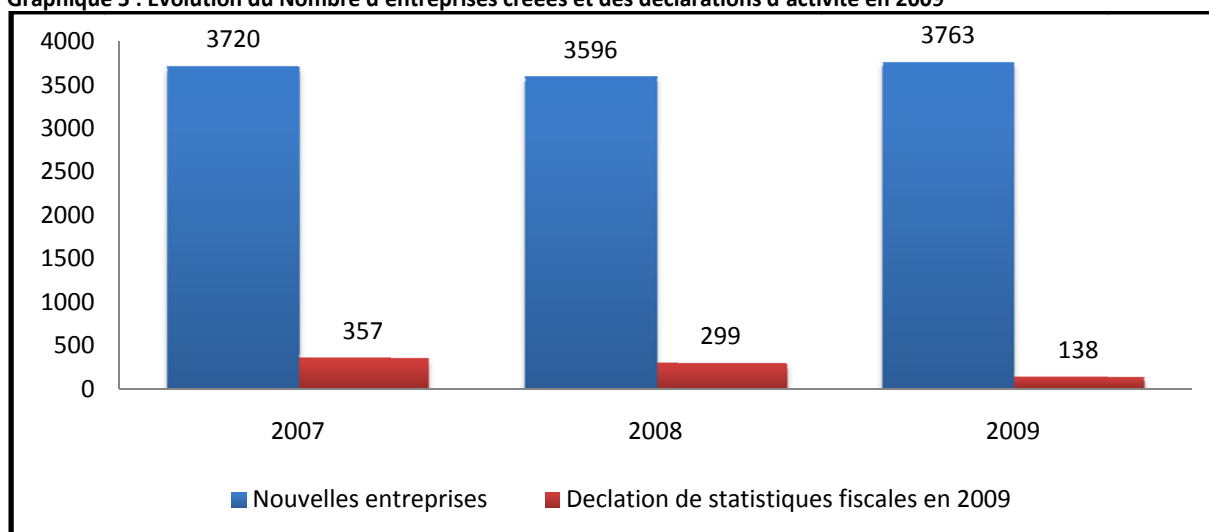
Ces 20 entreprises ont employé 23 800 personnes tous types de contrat confondus au cours de l'année 2009. En 2008, les 20 unités économiques les plus performantes en termes d'employés avaient employé de 15000 personnes.

9. Dynamique de création d'entreprises

En vue de faciliter la formalisation et la création des entreprises au Burkina Faso, l'Etat a mis en place de nombreuses réformes qui ont permis au pays de se classer 150^e sur 183 dans le rapport Doing business de 2012. Au nombre de ces réformes engagées, figure l'ouverture d'un Guichet unique de création des entreprises. Ainsi, depuis 2007, plus de 3500 entreprises sont créées chaque année. Ces créations concernent aussi bien les créations pures d'entreprises ou d'établissements que les modifications de structures notamment les changements de statut juridique.

Cependant, il existe un gap important entre le nombre d'entreprises créées et le nombre des entreprises qui exercent effectivement une activité économique. En effet, seulement 4% des nouvelles entreprises créées en 2009 ont effectivement exercé une activité économique sanctionnée par l'élaboration de déclarations statistiques et fiscales pour cette année. Parmi les entreprises créées en 2008, 299 déclarations de statistiques fiscales ont été enregistrées, soit un taux de 8,3%.

Graphique 5 : Evolution du Nombre d'entreprises créées et des déclarations d'activité en 2009



Source : RSE 2009 ; CCI-BF

Si la création des entreprises est devenue chose facile de nos jours, des difficultés demeurent encore au niveau des promoteurs pour débiter les activités. Des mesures idoines devront êtres envisagées pour assurer un dynamisme effectif du secteur en termes de créations d'emplois et de richesses.

Conclusion

La structure des entreprises formelles au Burkina Faso est marquée par une forte domination des activités de commerce, de l'immobilier et de la construction. Ces entreprises sont pour la plupart des entreprises individuelles et dans une moindre mesure des sociétés anonymes à responsabilité limitée.

L'année 2009 a été marquée par une forte entrée des entreprises minières (en phase d'exploitation) dans les activités économiques du pays. Elles ont le 3^e chiffre d'affaires moyen le plus important mais les entreprises les plus importantes suivant ce critère restent, tout comme en 2008, les entreprises de distribution d'hydrocarbures.

Par ailleurs, le secteur privé de part la nature de ses activités principalement commerciales est limité au niveau des créations d'emplois. De plus, les sociétés pourvoyeuses d'emplois dans le tissu entrepreneurial formel opèrent dans les secteurs du coton, du sucre, du gardiennage et dans une moindre mesure en 2009, des mines.

Le problème de la diversification de l'économie burkinabè et la création d'entreprises de transformation vient rappeler la vulnérabilité de cette économie aux chocs extérieurs. Aussi, la concentration des entreprises dans la région du Centre pourrait constituer une entrave au processus de déconcentration et de décentralisation économiques notamment.

Annexe 1 : Concepts et définitions

- L'entreprise

L'entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

- L'entreprise, unité légale

L'entreprise, unité légale est une personne juridique de droit public ou privé. Cette personne juridique peut être une personne morale (entreprise sociétaire) ou une personne physique (entreprise individuelle).

- L'unité locale ou établissement

Les unités locales ou établissements sont des unités de production géographiquement individualisées, mais juridiquement dépendantes de l'entreprise. Elles correspondent aux entreprises ou à des parties d'entreprises (ateliers, usines, magasins, bureaux, mines, entrepôts, etc.) où sont généralement exercées des activités économiques.

- Groupe d'entreprises, groupe d'entreprises multinationales

Le groupe d'entreprises est un ensemble d'entreprises sous contrôle d'une entreprise mère appelée «tête de groupe». Le groupe d'entreprises multinational est un groupe d'entreprises comptant au moins deux entreprises ou unités légales situées dans différents pays.

- Unité économique

Une unité économique est une unité qui produit des biens et services.

- Unité active, unité non active

Une unité est active au cours d'une période si elle produit effectivement des biens ou des services au cours de la période considérée. Par contre, une unité qui ne produit rien au cours d'une période est dite non active ou inactive économiquement.

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes. Il témoigne du volume d'affaires généré par l'activité courante de l'entreprise et permet ainsi d'en apprécier la dimension.

- Répertoire statistique d'entreprises

Un répertoire d'entreprises est la liste exhaustive des unités légales et de leurs unités locales qui exercent une activité économique sur le territoire national d'un pays. Il existe plusieurs types de répertoires d'entreprises (Répertoire administratif, Répertoire inter administratif, Répertoire statistique d'entreprises), mais ce qui nous concerne ici est le répertoire statistique d'entreprises. Ce dernier répond généralement aux besoins des statisticiens notamment en ce qui concerne l'échantillonnage et la coordination des enquêtes statistiques et d'autres études auprès des entreprises.

Annexe 2 : Branches d'activités de la NAEMA

Tableau 6: Branches d'activités de la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA)

Section	libellé
A	Agriculture, chasse et sylviculture
B	Pêche, pisciculture, aquaculture
C	Activités extractives
D	Activités de fabrication
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
F	Construction
G	Commerce ; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques
H	Hôtels et restaurants
I	Transports, activités des auxiliaires de transport et communications
J	Activités financières
K	Immobilier, locations et services aux entreprises
L	Activités d'administration publique
M	Éducation
N	Activités de santé et d'action sociale
O	Activités à caractère collectif ou personnel
P	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique
Q	Activités des organisations extraterritoriales

BURKINA FASO
Unité Progrès Justice

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique et de la Démographie
(I.N.S.D.)

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000, 01 BP 374 Ouagadougou 01
BURKINA FASO

Tel: (226) 50 47 80 51

Site Web: www.insd.bf

Email: insd@insd.bf ou insdbf@yahoo.fr

Directeur Général:

Banza BAYA

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques:

Namaro YAGO

Chef de Service des Statistiques de production :

Placide Sankar SOME

Comité de Rédaction :

Placide Sankar SOME

Wendingoudi Tidiane DUEORAOGO

Relecture :

Mahamadi BALIMA